



## Conseil économique et social

Distr. générale  
7 février 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la population et du développement

Quarante-cinquième session

23-27 avril 2012

Point 4 de l'ordre du jour provisoire\*

**Débat général consacré à l'expérience des pays  
dans le domaine de la population : les adolescents  
et les jeunes**

### **Déclaration présentée par Advocates for Youth, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/CN.9/2012/2.



## Déclaration

Advocates for Youth se réjouit que le thème retenu pour la quarante-cinquième session de la Commission de la population et du développement s'intitule « Les adolescents et les jeunes ». Les moins de 25 ans représentent la moitié de la population mondiale et forment la génération la plus nombreuse de l'histoire. Il est donc plus urgent que jamais d'investir dans leur santé et leur développement. Nous souhaitons saisir cette occasion pour souligner qu'il est essentiel que tous les jeunes aient accès à des soins complets de santé procréative et sexuelle et puissent exercer leurs droits à cet égard et pour mettre en avant le rôle fondamental qu'ils jouent lorsqu'ils sont associés à tous les niveaux du processus de prise de décisions.

Advocates for Youth reconnaît et respecte le droit des adolescents et des jeunes du monde entier à avoir accès à l'information et à des services complets de santé sexuelle et procréative. L'organisation invite les gouvernements à s'acquitter de l'obligation qu'ils ont de favoriser la participation active des adolescents et des jeunes et à soutenir les programmes et politiques qui leur permettent d'exercer ces droits et de prendre des décisions responsables concernant leur santé sexuelle et procréative.

Le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement reconnaît le droit de tous les individus à prendre librement et en pleine connaissance de cause leurs décisions concernant le nombre, l'espacement et le moment des naissances et de disposer des informations et des moyens nécessaires pour ce faire sans être en butte à la discrimination, à la coercition ou à la violence. Pourtant, plus de la moitié des jeunes vivent dans des pays n'offrant qu'un accès très restreint aux services de santé procréative et sexuelle et aux informations sur ces questions. Pour accéder à ces services, les adolescents et les jeunes se heurtent à d'importants obstacles d'ordre social, économique, culturel et juridique, ce qui non seulement les rend particulièrement vulnérables, mais revient en outre à les priver de leurs droits.

Il reste beaucoup à faire pour répondre de façon appropriée aux besoins des adolescents et des jeunes s'agissant de leurs droits dans le domaine de la santé procréative et sexuelle et pour faire appliquer les principes adoptés à l'issue de la Conférence internationale sur la population et le développement, qui s'est tenue au Caire en 1994 :

- D'après l'Organisation mondiale de la Santé, 215 millions de femmes en âge de procréer à travers le monde ont des besoins de contraception non satisfaits; dans certaines régions, les femmes âgées de 15 à 19 ans sont deux fois plus touchées que celles âgées de 20 à 29 ans;
- Selon le Fonds des Nations Unies pour la population, les complications survenant durant la grossesse et l'accouchement sont la principale cause de décès chez les jeunes filles âgées de 15 à 19 ans dans les pays en développement. Le Center for Global Development indique que ces jeunes femmes courent un risque deux fois plus élevé de mourir de causes liées à la maternité que celles qui sont âgées de plus de 20 ans. Ce risque est cinq fois plus important chez les adolescentes de moins de 15 ans;
- Une étude du Population Reference Bureau intitulée « Unsafe abortion: facts and figures » révèle que dans les pays en développement, 2 avortements non

médicalisés sur 5 sont pratiqués sur des femmes âgées de moins de 25 ans, et 1 sur 7 sur des femmes âgées de moins de 20 ans;

- En Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, plus de 30 % des jeunes filles de 15 à 19 ans sont mariées et donc exposées à un risque accru de grossesse précoce et autres problèmes de santé sexuelle et procréative (voir A/61/122/Add.1);
- Dans son étude intitulée « Mutilation génitale féminine/excision : Données et tendances », le Population Reference Bureau signale qu'entre 100 et 140 millions de femmes et de jeunes filles du monde ont subi une mutilation génitale et que chaque année, plus de 3 millions de filles courent le risque de subir cette pratique sur le seul continent africain;
- D'après le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, à l'échelle mondiale, 42 % des nouvelles infections par le VIH sont contractées par des jeunes de 15 à 24 ans (dont 64 % par des jeunes filles);
- Toujours selon ONUSIDA, seuls 34 % des jeunes à travers le monde peuvent répondre correctement à cinq questions élémentaires concernant le VIH et les moyens d'éviter la transmission.

Dans le monde entier, les adolescents et les jeunes ont des grossesses non désirées, souffrent de complications liées à des grossesses précoces, subissent des avortements non médicalisés, sont en butte à des pratiques traditionnelles néfastes, contractent une infection au VIH et sont victimes de violences sexistes. Cette situation est inacceptable. Les adolescents et les jeunes ont le droit de vivre en bonne santé, à l'abri de toute violence ou coercition. Nous demandons que des mesures soient prises immédiatement, conformément aux recommandations ci-dessous.

### **Participation des jeunes**

Il faut faire en sorte que tous les adolescents et les jeunes, y compris les filles et les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres, habitant ou non en zone rurale et étant ou non scolarisés, mariés, handicapés, marginalisés ou déplacés, participent activement et concrètement à tous les niveaux des processus de prise de décisions, notamment lors de la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes et des politiques les concernant. Pour permettre une réelle implication des jeunes, les gouvernements doivent promouvoir et fournir des possibilités de renforcement des capacités, notamment grâce à un soutien économique et technique, afin de permettre aux jeunes d'être non seulement les dirigeants de demain, mais aussi ceux d'aujourd'hui. Pour compléter l'action menée par les pays pour favoriser une participation active de la jeunesse, il est indispensable que les organismes, fonds et programmes des Nations Unies continuent de promouvoir de véritables partenariats avec les jeunes aux niveaux national et international.

### **Éducation sexuelle approfondie**

Il est nécessaire de dispenser une éducation sexuelle approfondie et pragmatique, fondée sur les droits de l'homme et adaptée à l'âge du public, reposant sur une information médicale et des preuves scientifiques, à l'intention des adolescents et des jeunes scolarisés ou non scolarisés, handicapés et déplacés, en les

aiguillant vers des services de santé sexuelle et procréative confidentiels et adaptés à leurs besoins. Ces programmes éducatifs doivent promouvoir un traitement équitable des deux sexes, être fondés sur des données scientifiques solides et tenir compte des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres. Ils ne doivent pas se limiter à l'aspect biologique, mais comporter aussi des informations sur la sexualité, la santé sexuelle et reproductive, l'abstinence, les préservatifs et autres moyens de contraception, des relations saines, la prévention de la violence sexiste, la stigmatisation et la discrimination, des processus émotionnels sains, une bonne communication et les droits de l'homme.

Les programmes d'éducation sexuelle approfondie doivent viser à créer un environnement sûr et exempt de tout préjugé afin que les jeunes puissent acquérir les connaissances et les aptitudes nécessaires pour prendre des décisions saines et éclairées concernant leur santé sexuelle et procréative. Pour ce faire, les gouvernements doivent également investir pour établir des groupes de professeurs correctement formés, offrir un appui technique continu sur la façon de dispenser une éducation sexuelle approfondie de grande qualité et évaluer la réalisation des objectifs d'apprentissage.

### **Services à l'écoute des jeunes**

Il faut faire en sorte que chaque jeune ait accès à une gamme complète de services adaptés en matière de santé sexuelle et procréative. Ceux-ci doivent être confidentiels, peu coûteux et respectueux du droit des jeunes à la vie privée et à un consentement éclairé. Ces services doivent offrir un libre accès à des informations et des conseils complets, pragmatiques et fondés sur les droits de l'homme en matière de sexualité; des services de prévention et de traitement des infections sexuellement transmissibles, dont le VIH; une gamme complète de méthodes contraceptives sûres, efficaces, peu coûteuses, acceptables et modernes ainsi que des services et des articles de planification familiale, y compris des contraceptifs d'urgence et des préservatifs masculins et féminins; des soins prénatals et postnatals, notamment une assistance médicale pour les accouchements et des soins obstétriques d'urgence; des services de prévention et de soins en matière de violence sexiste et d'agressions sexuelles et, enfin, des services d'interruption volontaire de grossesse légale et médicalisée, prévoyant un accompagnement postavortement. Les pouvoirs publics doivent veiller à élaborer des programmes et services intégrés en matière de santé sexuelle et procréative et de VIH/sida, basés sur les meilleures pratiques, et spécialement adaptés aux besoins exprimés par les jeunes, en particulier de ceux vivant avec le VIH/sida. En plus d'informations et de services complets, les professionnels de la santé travaillant auprès des jeunes doivent recevoir des formations et une assistance adaptées pour leur permettre d'offrir des informations et des soins dans un environnement exempt de tout préjugé et dans le plus grand respect du droit des jeunes à la vie privée, à la confidentialité et au consentement éclairé. Les gouvernements nationaux doivent en outre veiller à ce que les collectivités, les parents et les tuteurs soient informés et capables de conseiller et d'aider les adolescents et les jeunes de façon efficace.

### **Obstacles légaux et socioculturels**

Il faut s'assurer que les lois, règlements et politiques visent à éliminer les obstacles et limites qui vont à l'encontre des droits des adolescents et des jeunes en matière de santé sexuelle et procréative, et notamment abroger l'obligation de

prévenir les parents ou l'époux ou de demander leur autorisation, l'âge du consentement, les périodes d'attente obligatoires ainsi que les lois et règlements autorisant les violences ou les discriminations à l'encontre des jeunes femmes et hommes, des adolescents mariés, des jeunes lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres ainsi que de tous autres groupes de jeunes marginalisés. En outre, les gouvernements doivent promouvoir des politiques et programmes visant à supprimer les pratiques traditionnelles néfastes, comme le mariage précoce ou forcé, le viol, les violences sexistes, les mutilations génitales féminines et les excisions et toutes autres formes de violences perpétrées à l'encontre des adolescentes et des jeunes femmes.

### **Diversité des jeunes**

Il convient de respecter la diversité de tous les jeunes ainsi que de protéger et de promouvoir leurs droits de l'homme et libertés fondamentales sans distinction d'âge, de race, d'origine ethnique, de sexe, de situation matrimoniale, d'orientation et d'identité sexuelles, de statut sérologique à l'égard du VIH, de religion, d'appartenance politique, d'aptitude, de niveau d'éducation et d'expérience. Il faut promouvoir et soutenir la recherche sur les jeunes, la collecte de données ventilées par âge et par sexe et l'élaboration, en collaboration avec les adolescents et les jeunes, de programmes et politiques tenant compte de leur diversité.

Tous les adolescents et les jeunes ont le droit de jouir d'une bonne santé sexuelle et procréative, de mener une vie sans violence ni coercition et de faire appliquer leurs droits en matière de sexualité et de procréation. La participation des jeunes, la mise en place d'une éducation sexuelle approfondie, de services adaptés en matière de santé sexuelle et procréative et d'un environnement légal et socioculturel favorable, ainsi que la reconnaissance de leur diversité sont autant de facteurs essentiels pour permettre aux jeunes de vivre sainement dans un monde où la sexualité et la procréation sont considérées comme des aspects positifs et agréables de la vie.

---